

Une campagne électorale qui rate l'essentiel, international comme national Dans quel abîme va plonger la gauche québécoise avant de réagir ?

Au même moment, dans la seconde moitié de novembre, tant [les syndicats palestiniens](#) qu'un [ensemble de syndicats et associations de l'Europe](#) et d'ailleurs, appuyés par ceux et celles de l'Ukraine, appellent à l'action ou organisent un convoi de solidarité à l'encontre des génocides, nettoyages ethniques, crimes contre l'humanité et crimes de guerre dont sont victimes à la vue de tous depuis plusieurs années et continuent à l'être les peuples palestinien et ukrainien. Et ils ne sont pas les seuls peuples à encaisser de tels crimes et souffrances. L'appel palestinien remémore ce vieil adage bien oublié par le mouvement syndical québécois « *qu'une atteinte portée à l'un-e d'entre nous est une atteinte portée à toutes.* » Avec les guerres génocidaires se déployant en plein jour, contrairement au temps de l'Holocauste, en sus appuyées ou tolérées par presque tous nos gouvernements « la force fait le droit » s'est définitivement substitué au moribond « droit international » et a renié ce qui restait du crédit du système des Nations unies.

Le mouvement syndical québécois ne s'est jamais mobilisé en grande contre la guerre génocidaire sioniste et encore moins face à l'invasion et au massacre russe du peuple ukrainien. Vrai, la CSN, du moins les conseils centraux du Montréal-métropolitain et de l'Outaouais et la FNEEQ, regroupant la majorité des professeurs de cégeps, font [partie de la Coalition du Québec Urgence Palestine](#), de même que la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), regroupant la grande majorité des infirmière-er-s, et la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) regroupant une importante minorité des enseignant-e-s du primaire et du secondaire... et de Québec solidaire. Cette coalition, à travers les années, a organisé l'une ou l'autre manifestation de quelques milliers de personnes réclamant « *un cessez-le-feu immédiat et la libre circulation de l'aide humanitaire dans toute la bande de Gaza, l'arrêt des exportations militaires canadiennes, directes et indirectes, vers Israël et la levée du blocus de la bande de Gaza par Israël.* » Elle réclame aussi « *la fermeture du bureau du Québec à Tel-Aviv.* » Dernièrement, la Coalition a réclamé « *que la CDPQ [la Caisse de dépôts et de placements du Québec qui gère la contribution de tous les travailleur-euse-s du Québec au Régime des rentes et les cotisations des travailleur-euse-s à l'emploi de l'État québécois au régime de pensions de l'employeur] retire 26,4 milliards \$ dans des entreprises complices des crimes d'Israël en Palestine.* »

Est-ce pour cette raison que la Fédération des travailleur-euse-s du Québec (FTQ), la plus grande centrale du Québec, ou ses conseils centraux ou fédérations se dispensent d'être membres de la Coalition malgré ses [résolutions de congrès](#) sur le sujet ? Just Peace Advocates, Palestinien-ne-s et Juif-ve-s uni-e-s (PAJU) et BDS-Canada mènent [une campagne de lettres pour que le Fonds de solidarité FTQ se désinvestisse](#) « *de plus de 130 millions de dollars dans les crimes de guerre et potentiellement le génocide sioniste.* » On remarque d'ailleurs que les deux courts communiqués de presse de la FTQ sur Gaza essaient de renvoyer les parties prenantes dos à dos bien que celui de [janvier 2025](#), contrairement à celui de [novembre 2023](#), doit quand même admettre un net déséquilibre des souffrances. Comme disait l'autre, le cœur à gauche mais le portefeuille à droite.

Du côté ukrainien c'est le grand vide. de constater [le syndicaliste Martin Gallié](#) qui participe au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, « *De Québec Solidaire, en passant par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), la Fédération des femmes*

du Québec (FFQ), de la Ligue des droits et libertés (LdH), sans parler du Collectif échec à la guerre qui s'opposent par principe à la solidarité armée avec l'Ukraine et dont certains membres [reprennent](#) sans vergogne la propagande poutinienne, on peine à trouver ne serait-ce qu'une seule [prise de position](#) en solidarité avec le peuple, les féministes, les antifascistes et les camarades syndicalistes d'Ukraine depuis le mois de mars 2022. »

Ni en rire ni en pleurer mais comprendre. Depuis belle lurette, avec l'encouragement enthousiaste et le soutien de l'État, tant la FTQ que la CSN ont plongé les deux mains dans le cambouis corrompateur du capital financier québécois avec leurs soi-disant fonds de solidarité. C'est à ce point que la commande de recherche Google 'ftq' mène directement à 'fonds FTQ' ce qui n'est pas encore le cas pour 'csn' quoique celle-ci ait pris soin de ne pas lier son nom à son *Fondation*. Mieux vaut une petite gêne. Mais « *Fondation CSN veut faire de l'argent en revendant des crédits carbone* » de [titrer Radio-Canada](#). Des bureaucraties syndicales qui se sont intégrées au capital québécois sont peut-être de ferventes nationalistes mais de piètres internationalistes (et de molles combattantes de classe) au point de peu réagir à l'indignable.

Climat-Québec, un brin de lucidité stratégique dans le fouillis opaque de la campagne électorale

Laissera-t-on notre économie, à la suite de celle mondiale, s'embourber dans la production guerrière et sécuritaire donnant préséance aux hydrocarbures du champ de bataille sans renoncer, tant s'en faut, aux mines à ciel ouvert, aux fonderies et centrales d'électricité hydraulique et éolienne afin d'alimenter et équiper tant les énergivores et polluants centres de données pour l'intelligence artificielle, les équipements et munitions militaires et la flotte d'autos électriques perpétuant l'énergivore étalement urbain de « villas campagnardes » ? Notre politique internationale priorisera-t-elle les alliances de guerre jusqu'à la faire ? Notre politique intérieure s'enlisera-t-elle dans la militarisation de la société aux dépens de tout le reste à commencer par renoncer à stopper le train infernal vers le gouffre de la terre-étuve ? Est-ce que ce sera la domination des mâles alpha à la tête d'une horde de suprémacistes blancs ?

Le résultat prévisible de la très prochaine élection québécoise nous mène sur ce chemin. Aucun parti ne conteste le tournant antiécologique et antisyndical du gouvernement fédéral avec [son projet de loi C-39](#) pour soi-disant « *bâtir un Canada fort* ». Ce projet de loi encadre comme un gant [le Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec](#), qui sert de plan de développement économique du Québec pour la prochaine période, au coût de 200 milliards \$ au sein duquel s'inscrit la Baie James 2 de [l'entente de Churchill Falls](#). Ce fil de plomb de l'orientation de la société québécoise d'ici 2050 n'a nullement été un sujet de débat durant la campagne électorale qui s'achève puisque tous les partis y adhèrent tout en se plaignant du manque de transparence ou [par résignation pour le plus nationaliste](#) d'entre eux, le Parti québécois (PQ). Toutefois [fait exception le petit parti Climat Québec](#) dirigé par l'ancienne ministre péquiste des Ressources naturelles du Québec et ancienne gestionnaire chez Hydro-Québec :

Au cœur de la justification des projets privés éoliens se trouve la thèse des 200 TWh de besoins supplémentaires avancée par Michael Sabia lorsqu'il présidait Hydro-Québec. Ce chiffre est une fiction. Les données obtenues par accès à l'information par le Journal de Montréal (1) le démontrent : 145 TWh abandonnés par les promoteurs eux-mêmes — tellement leurs projets étaient bancals —, 15 TWh refusés, 40 TWh encore à l'étude au moment de la réponse et donc susceptibles d'être refusés, et finalement 6 TWh acceptés, incluant le défunt Northvolt. Il reste un 4,5 TWh dont on ne connaît pas encore la nature. Une grosse ballonne qui dégonfle, comme on

dit. La bonne nouvelle est que le Québec a suffisamment d'électricité pour décarboner son économie sans avoir à construire de nouvelles capacités. La condition première est de faire des choix judicieux sur le plan industriel. Notre électricité précieuse, il faut cesser de la gaspiller dans des projets extrêmement énergivores à faible valeur ajoutée pour le Québec — les centres de données des GAFAM, la cryptomonnaie, les usines d'hydrogène pour exportation, etc.

QS veut se concerter avec l'entreprise privée pour perpétuer une croissance compétitive

Cette lucide prise de position est loin d'avoir été celle du plan de transition 2035 [« Préparer l'avenir »](#) de Québec solidaire. Le [débat à trois](#) sur l'environnement à la Maison du développement durable à la mi-septembre — l'absence de la CAQ, parti gouvernemental, et du Parti conservateur du Québec (PCQ) à la droite extrême les disqualifie en partant — a donné l'impression que les trois partis présents baignent dans les mêmes eaux. Pourtant les Libéraux se contentent de maintenir la même cible de réduction de GES à 37.5% par rapport à 1990 déjà insuffisante que la CAQ a pourtant retardée de 2030 à 2035. En plus, ils se dispensent de présenter un plan d'ensemble que seuls ont fait QS et le PQ. Bizarrement, le PQ a fait connaître son plan, dont la mesure vedette est une passe mobilité à 95\$ par mois, avant le début de la campagne pour marquer que ses priorités étaient ailleurs. Fort à propos, QS a fait remarquer que [les positions pratiques du PQ sont loin d'être écologiquement conséquentes](#) tellement priment les intérêts des entreprises.

Quant n'est-il de QS ? D'entrée de jeu dans la présentation de son plan, le parti affirme qu'« *il ne s'agit pas de choisir l'un [l'environnement] ou l'autre [la croissance économique].* » Adieu décroissance matérielle. Pour le parti « *la crise climatique est le résultat de mauvais choix économiques ainsi que de politiques inefficaces et mal ciblées* » et non pas une crise de système. Pour QS, l'environnement est « *une occasion stratégique de développer un véritable avantage concurrentiel : en misant sur notre énergie et en devenant une économie à faible émission de carbone, le Québec peut attirer les investissements étrangers* ». Voilà le Québec inscrit dans la grande foire mondiale de l'intelligence artificielle s'orientant de plus en plus vers une économie de guerre ce dont il n'est nulle question dans le plan qui aligne pourtant plus de cent mesures. Comment alors remettre en question par des BAPE (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement) le Plan d'électrification 2035 de 200 milliards \$ avec ses champs d'éoliennes et sa nouvelle Baie James de l'entente de Churchill Falls aux dépens des peuples autochtones ? Pour un parti se disant de gauche, il vaut mieux taire cette triste affaire.

Pour y arriver, dit le plan, il y faut « *une politique industrielle fondée sur le partenariat [... pour] coordonner les investissements, la formation, la recherche, les infrastructures, les marchés publics, l'innovation et les chaînes d'approvisionnement. Cette coordination exige une collaboration permanente entre l'État, les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les mouvements sociaux et communautaires, les milieux de la recherche, les Premières Nations et Inuit, les municipalités et les régions.* » Au sein de cette vaste concertation qui noie le poisson, les acteurs clefs dans une société capitaliste sont les détenteurs de fonds c'est-à-dire les entreprises, plus particulièrement les transnationales étrangères et les institutions financières d'ici et d'ailleurs, et l'État. Un gouvernement Solidaire garantirait-il un État de gauche ? De prime abord, il se confronterait à la pétrolière moyenne puissance canadienne soutenue par la grande puissance étatsunienne. On peut toujours imaginer une politique de division trumpiste mais certainement pas pour une indépendance à gauche à laquelle Québec solidaire convie le peuple

québécois dès un premier mandat. Quant à l'État profond, il est maillé par mille liens avec le réseau capitaliste sans compter qu'il est prisonnier de la dette publique et de la politique d'investissements des entreprises. À moins de vouloir confronter le capital. Mais QS veut la concertation pas l'affrontement. La messe est dite.

Des réformes plaisant au capital parce qu'elles contribuent à sa rentabilité sans rien résoudre

Se pourrait-il qu'une politique de centre-gauche soit acceptable par le capital ? De dire le plan, il faut « *[r]éserver les aides financières gouvernementales aux entreprises respectant les normes environnementales...* » On subventionnera donc les entreprises respectant la loi. Mais pénalisera-t-on celles qui ne la respectent pas ou se contentera-t-on de ne pas les subventionner ? On annonce une réforme du marché du carbone et non son abolition ce qui laisse les entreprises dans un tête-à-tête avec l'État où elles disposent de l'outil ultime de la grève et de la fuite des capitaux. Qu'en est-il des [mesures médiatisées](#) du plan Solidaire ?

Parmi les mesures annoncées par Ruba Ghazal figurent des investissements de 23 milliards pour le transport collectif, la gratuité des transports publics pour les jeunes et les aînés, et la poursuite pour quatre ans du programme Roulez vert afin d'encourager l'achat de voitures électriques. [...] Québec solidaire prévoit aussi le retour de l'interdiction de vente de véhicules à essence à compter de 2035, ainsi que l'interdiction de l'immatriculation de nouveaux véhicules à essence en 2045. [...] En ce qui concerne l'habitation, une enveloppe annuelle de 250 millions serait consacrée à un programme d'adaptations résidentielles destiné à favoriser « l'efficacité et la sobriété énergétiques ». Au cours des quatre prochaines années, 950 millions seraient par ailleurs alloués à des projets d'infrastructures vertes, tandis que 1 % des investissements du Programme québécois des infrastructures serviraient à verdir les villes et les municipalités.

Ces mesures sont aussi souhaitées par le capital qui se plaint amèrement des coûts de la congestion urbaine en autant que son atténuation ne soit pas un moyen d'éliminer la lucrative auto solo au cœur de la consommation de masse et essentielle aux banlieues tentaculaires avalant sols agricoles, forêts et milieux humides. On aboutit ainsi à un coûteux système de transport à deux niveaux, sur le sol versus celui sous terre et dans les airs sans compter [le TGV](#) — un autre 100 à 200 milliards — auquel le plan acquiesce et qui charcutera le terroir agricole au lieu de favoriser un réseau de trains réguliers prenant en charge l'essentiel du transport interurbain des passagers et des marchandises. Bien entendu, le petit capitalisme québécois préfère l'auto électrique à celle à essence étant donné la réalité des sources primaires d'énergie du Québec.

Quant à la restauration des habitations et la construction d'infrastructures, la très québécoise « industrie de la corruption » ne demande pas mieux en autant que le tout soit digestible — donc pas de grands chantiers étatiques restaurant sur dix ans l'ensemble des bâtiments récupérables — pour qu'elle ne soit pas obligée d'investir massivement dans les moyens de production au détriment des dividendes et que le pactole privé-public dure longtemps. Mais il y a quand même les propositions de nationalisation des éoliennes et du transport interurbain. Gouvernement et Hydro-Québec se sont aperçus que les entreprises ne s'intéressent qu'aux petits champs d'éoliennes dans les milieux habités de sorte à minimiser les coûts afin d'encaisser en généreux profits les prix garantis sur 25 ans. À Hydro de développer les nécessaires grands champs hors zones habitées, et à s'entendre avec les nations autochtones, quitte à s'associer et à donner les contrats de construction à l'entreprise privée comme ça s'est toujours fait pour les

centrales hydro-électriques et pour l'ensemble des infrastructures. Quant au transport en commun interurbain, il s'est effondré parce qu'il n'était pas rentable. Il y a toujours place pour des services étatisés socialement nécessaires — le transport à longue distances de la couche prolétarienne la plus pauvre — que le capitalisme n'arrive pas à rentabiliser. C'est aussi le cas des services de santé et d'éducation de la majorité prolétarienne mais oh combien indispensable au capital.

L'élection du 5 octobre n'en reste pas moins l'occasion de freiner la dérive en votant Québec Solidaire, « [\[I\]Le seul bouclier contre l'austérité](#) » électoralement crédible résistant un tant soit peu au tsunami droitier même si ce n'est pas fermement à la Mamdani et à la Die Linke. Sans compter qu'un tel vote garde au feu l'option d'une indépendance ouverte à une démarche de libération nationale.

Marc Bonhomme, 1^{er} octobre 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com